



**Visite au Canada
du
président du Mozambique,
M. Joaquim Alberto Chissano**

Du 17 au 20 mars 2003

Cahier d'information

Canada

DOCS
CA1 EA 2003V31 EXP
Visit to Canada by Joaquim Alberto
Chissano President of Mozambique
March 17-20, 2003 : background
information. --
16387025

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
E 5036 01023995 5

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

Les relations entre le Canada et le Mozambique 7

Mozambique (fiche technique) 10

Le Canada et l'Afrique

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
et le Plan d'action du G8 pour l'Afrique 13

La réaction du Canada au Plan d'action du G8 pour l'Afrique 16

Notices biographiques

Le président du Mozambique, M. Joaquim Alberto Chissano 23

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération,

M. Leonardo Santos Simão 24

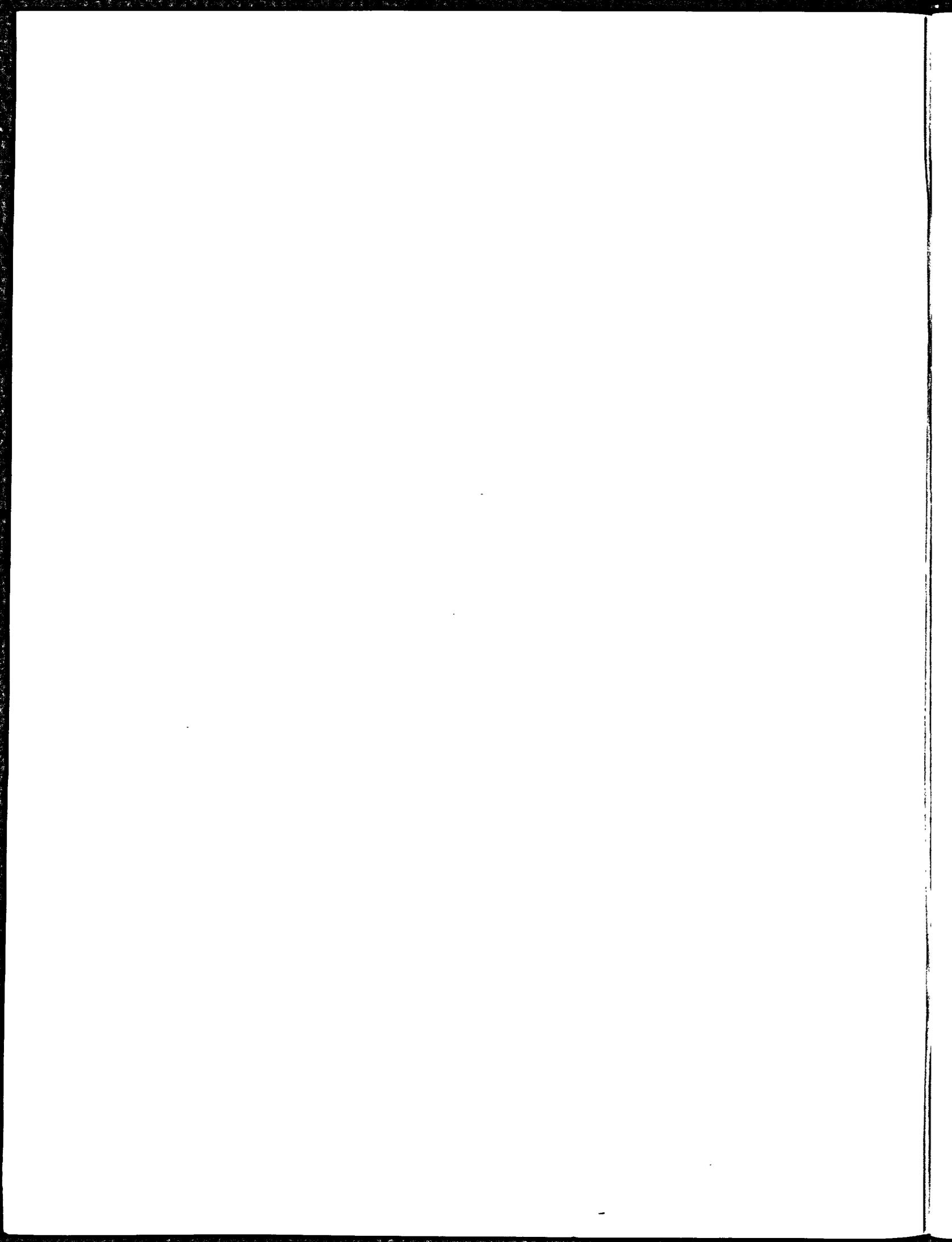
Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Carlos Morgado 25

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 26

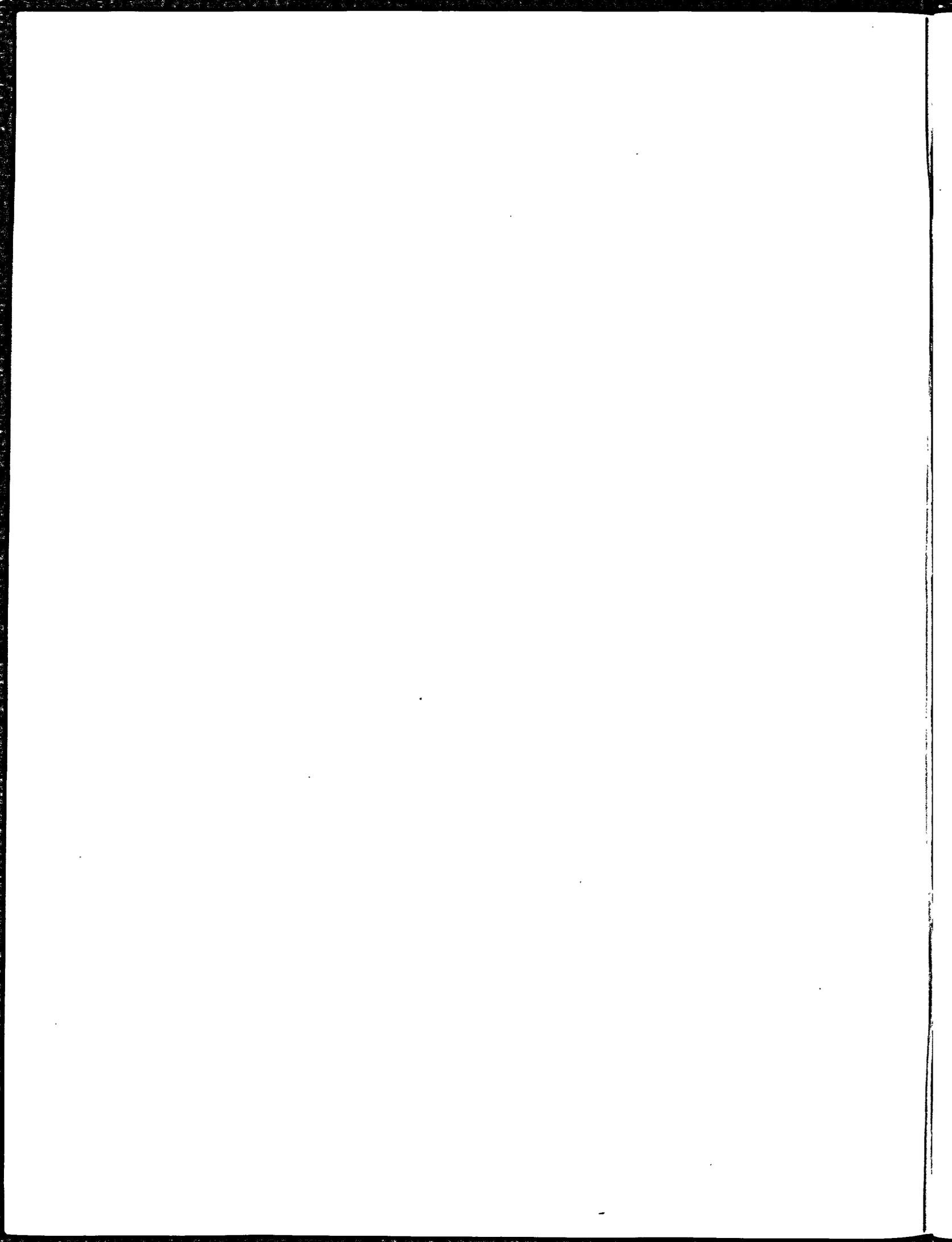
Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew 27

Le ministre des Affaires étrangères, M. Bill Graham 28

La ministre de la Coopération internationale, M^{me} Susan Whelan 29



Renseignements généraux



Les relations entre le Canada et le Mozambique

- Le Canada a établi des relations diplomatiques avec le Mozambique après l'accession du pays à l'indépendance en 1975. Les deux pays sont membres du Commonwealth.
- Le Mozambique est membre du comité de mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), programme d'action pour un développement plus poussé du continent. Les relations entre le Canada et le Mozambique se sont renforcées sous la présidence canadienne du G8 en 2002, année au cours de laquelle le G8 a conçu le Plan d'action pour l'Afrique appuyant le NPDA.
- Le Mozambique est un partenaire de plus en plus important du Canada. Conformément à la politique de l'Agence canadienne de développement international sur le renforcement de l'efficacité de l'aide, rendue publique en décembre 2002, le Mozambique a été choisi comme « pays de concentration » pour les futurs programmes canadiens d'aide au développement. Cela signifie que le Canada augmentera son assistance dans un certain nombre de secteurs prioritaires qui appuient le plan national mozambicain de réduction de la pauvreté. Par exemple, le Canada s'est engagé en 2002 à consacrer 50 millions de dollars de plus sur cinq ans aux programmes d'éducation réalisés au Mozambique.
- Le Canada collabore étroitement avec le gouvernement du Mozambique pour éliminer la menace représentée par plus de 1 million de mines antipersonnel qui restent encore dans ce pays après une guerre civile de 17 ans. Les deux pays continuent à coopérer pour la mise en œuvre de la Convention d'Ottawa de 1997, accord d'interdiction et de destruction des mines antipersonnel. Le Canada a consacré environ 10 millions de dollars à différentes activités de déminage au Mozambique, comprenant des relevés, des opérations de déminage, de l'aide aux victimes et des programmes de sensibilisation au danger des mines. Le Mozambique a assumé un rôle de premier plan dans la campagne d'interdiction des mines antipersonnel depuis son lancement, ayant accueilli la première réunion des États parties à la Convention d'Ottawa à Maputo en mai 1999. Le 28 février 2003, le Canada a aidé le Mozambique à détruire ses derniers stocks de mines terrestres, lui permettant ainsi de respecter le délai de quatre ans dont il disposait aux termes de la convention pour détruire ses stocks.
- Le Canada est un chaud partisan de l'allégement de la dette des pays les plus pauvres de l'Afrique et s'est fait, à ce titre, le champion de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, de la Banque mondiale. Le Canada a été en 1999 l'un des architectes des mesures d'amélioration

de cette initiative qui ont permis un allégement plus rapide, plus étendu et plus poussé de l'endettement. Même si le Mozambique n'a pas de dette envers le Canada, il a profité des initiatives en faveur des pays pauvres très endettés, ayant fait l'objet de mesures d'allégement en 1999 et en 2001. Les montants en cause s'élevaient, dans le cas du Mozambique, à environ 4,3 milliards de dollars américains, représentant plus de 73 p. 100 de l'endettement du pays.

- À la suite des inondations catastrophiques qui ont frappé le Mozambique en 2000 et 2001, le Canada a contribué pour 15 millions de dollars en aide humanitaire d'urgence.

Commerce et investissement

- Des sociétés canadiennes étudient les débouchés au Mozambique, notamment dans le cadre des projets parrainés par les institutions financières internationales dans des secteurs tels que les chemins de fer, l'éducation, les routes, les transports et la foresterie.
- Des sociétés canadiennes explorent également les possibilités de lancement de coentreprises au Mozambique avec d'autres partenaires étrangers comme l'Afrique du Sud. En juillet 2001, la société canadienne SNC-Lavalin, qui avait présenté une offre conjointe avec la société sud-africaine Engineering Management Services de Johannesburg, a obtenu un contrat pour l'agrandissement de l'aluminerie récemment terminée de Mozal, près de Maputo. SNC-Lavalin avait également participé à la première phase du projet de Mozal. Au moment de son lancement en 1998, Mozal I était le plus grand projet d'investissement jamais réalisé au Mozambique. Exportation et Développement Canada a fourni un financement à long terme de 25 millions de dollars américains à Mozal I et de 30 millions à Mozal II.
- Les exportations canadiennes de marchandises au Mozambique ont totalisé 13,5 millions de dollars en 2002. Elles consistaient surtout en blé, méteil, vêtements d'occasion, aluminium, livres et brochures. En 2002, les importations en provenance du Mozambique, d'une valeur de 200 000 \$, comprenaient notamment des fruits, des noix et des légumes.
- Le 1^{er} janvier 2003, le Canada a supprimé les droits de douane et les quotas sur les importations en provenance des 48 pays les moins avancés (selon la terminologie des Nations unies), dont le Mozambique.

Aide au développement

- Ces dernières années, le Mozambique a réalisé des progrès sensibles en rétablissant la paix, en instituant un régime politique multipartite et en s'orientant vers une économie de marché. Le pays fait cependant face à de graves problèmes de développement : il doit réduire une pauvreté généralisée, favoriser la stabilité socioéconomique, assurer l'égalité des sexes et combattre l'incidence élevée de VIH/sida. Les sécheresses et les inondations fréquentes posent un problème particulier dans le pays.
- Au Mozambique, l'aide canadienne au développement a totalisé 27,4 millions de dollars en 2001-2002. Elle visait surtout à appuyer la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Les programmes réalisés sont axés sur l'éducation, l'eau, l'hygiène, le microfinancement, les mines terrestres et la lutte contre le VIH/sida. L'aide humanitaire et alimentaire est un autre élément important du programme canadien, qui connaît cependant d'importantes fluctuations selon la situation de la sécheresse ou des inondations au Mozambique. Le secteur mozambicain de l'éducation, qui reçoit environ 17 millions de dollars par an, est actuellement au centre de l'aide au développement à long terme du Canada.

MOZAMBIQUE

Capitale : Maputo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
801 590 km²

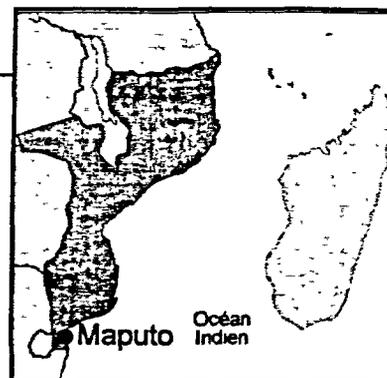
Population
18 millions d'habitants (2002)

Langues principales
Portugais (officielle), dialectes indigènes

Taux de croissance de la population
1,8 % (moy. est. 2000-2005)

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (50 %), chrétiens (30 %), musulmans (20 %)

Pays environnants
Afrique du Sud, Malawi, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre de l'Industrie et du Commerce
M. Carlos Morgado

Autorité législative
Assemblée de la république unicamérale; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
Le Mozambique se classe 170^e sur 173 pays.

Dirigeants
Le président Joaquim Alberto Chissano
Le premier ministre Pascoal Mocumbi

Aide publique du Canada au développement
27,4 millions de dollars (2001-2002)

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération
M. Leonardo Santos Simão

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
2,8 milliards de dollars américains (2002)

Taux d'inflation
9,5 % (2002)

Taux de croissance du PIB
12,2 % (2002)

Taux de chômage
Non disponible

PIB par habitant
156 \$US (2002)

Principales exportations
Aluminium, crevettes, coton, noix de cajou, gros bois d'œuvre

Principales importations
Machines, véhicules et pièces de rechange, combustibles

Principales exportations vers le Canada
200 000 \$ (2002), en fruits, noix et légumes

Principales importations en provenance du Canada
13,5 millions de dollars (2002), en blé, métal, vêtements usagés, aluminium, livres et brochures

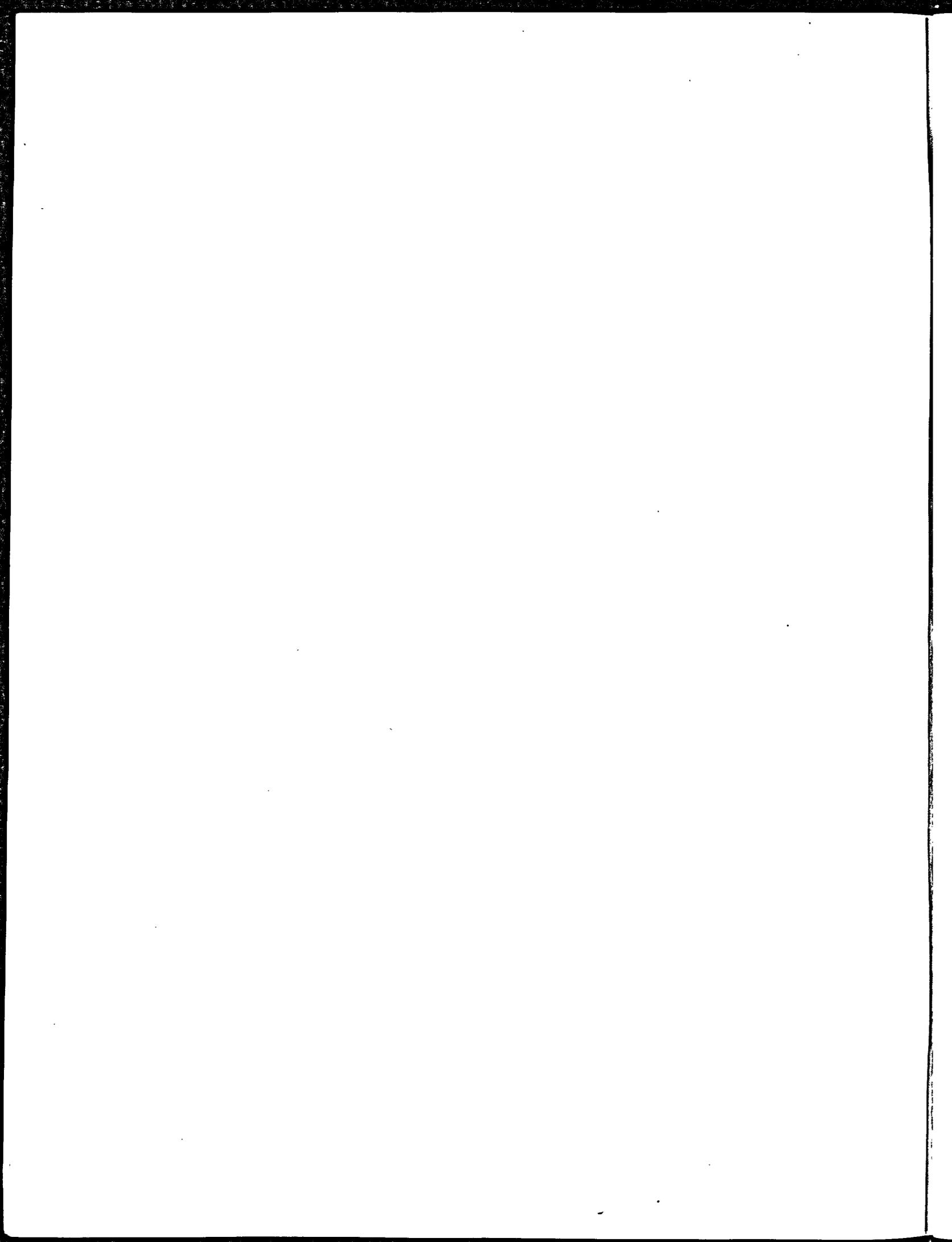
Représentant du Canada

Bureau du Haut-Commissariat du Canada au Mozambique, Avenida Julius Nyerere, No. 1128, P.O.Box 1578, Maputo, Mozambique

Téléphone : (011-258-1) 492-623/4; télécopieur : (011-258-1) 492-184

Haut-Commissaire : John Schram (réside à Harare, Zimbabwe); Conseiller en développement : Laurent Charette

Le Canada et l'Afrique



Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et le Plan d'action du G8 pour l'Afrique

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

L'Afrique est le seul continent où la pauvreté s'accroît. L'espérance de vie y est d'environ 47 ans, par rapport à 79 ans au Canada. Quelque 40 millions de personnes dans le monde sont atteints du VIH/sida. Plus des deux tiers d'entre eux vivent en Afrique subsaharienne, de même que 12,1 millions d'orphelins du sida. Le continent représente 10 p. 100 de la population de la planète, mais seulement 1,5 p. 100 des échanges commerciaux.

Afin de combattre efficacement cette tendance, les dirigeants africains ont élaboré le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), programme de développement exhaustif et intégré qui s'attaque aux grandes priorités sociales, économiques et politiques. Ses principaux objectifs sont de favoriser une croissance accélérée et un développement durable, d'éradiquer une pauvreté généralisée et profonde et de mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique par rapport au phénomène de la mondialisation.

Le NPDA a reçu l'aval des 53 membres de l'Organisation de l'unité africaine en 2001. C'est le premier programme complet de développement de l'Afrique qui ait pris naissance dans le continent et qui ait reçu l'approbation officielle partout dans le continent. Le NPDA bénéficie également d'un appui solide sur la scène internationale. La résolution 57/2 de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée le 16 septembre 2002, en a fait la base sur laquelle repose l'aide que l'ONU accorde à l'Afrique. Le G8 a également adopté le Plan d'action pour l'Afrique à l'appui du NPDA lors du Sommet de Kananaskis en juin 2002.

Engagement de la part des dirigeants africains envers leurs concitoyens, le NPDA appelle un nouveau partenariat mondial, fondé sur une responsabilité partagée et des intérêts mutuels. L'initiative :

- encourage les partenariats mondiaux avec les pays africains qui ont manifestement emprunté la voie d'une bonne gestion publique, du développement économique et social et de la réduction de la pauvreté;
- cherche à créer, avec l'aide de partenaires de développement, les conditions nécessaires pour attirer davantage d'investissements des secteurs public et privé et pour maximaliser la croissance économique;
- encourage une plus grande concertation entre pays donateurs et la concentration des efforts sur l'assistance technique, l'allègement de la dette et l'accès aux marchés; et

- établit un mécanisme de contrôle par les pairs indépendant et volontaire, qui permettra aux pays de recevoir du feed-back en matière de gouvernance politique et économique et de gouvernement d'entreprise.

Pour plus de renseignements sur le NPDA, visitez le site Web www.nepad.org.

Le Plan d'action du G8 pour l'Afrique

Après que les dirigeants africains ont présenté le NPDA, qui portait alors le nom de Nouvelle Initiative africaine, au Sommet du G8 qui s'est tenu à Gênes en 2001, les dirigeants du G8 ont désigné des représentants personnels qui allaient travailler, en collaboration avec les autorités politiques africaines, à définir les mesures que prendrait le G8 en réponse à leur initiative.

Comme il assumait en 2002 la présidence du Sommet du G8, le Canada a dirigé l'élaboration de ces mesures, qui constituent le Plan d'action du G8 pour l'Afrique. Le premier ministre Jean Chrétien a visité six pays africains, en avril 2002, pour consulter les dirigeants politiques et les responsables des gouvernements ainsi que des membres d'organisations non gouvernementales, des représentants du secteur privé et de simples particuliers, en prévision du Sommet de 2002. Il a également consulté des dirigeants africains à d'autres occasions pendant l'année. De leur côté, les représentants personnels des dirigeants du G8 pour l'Afrique se sont entretenus à cinq reprises avec leurs homologues africains.

L'Agence canadienne de développement international a organisé quant à elle des consultations sur le NPDA, y compris une conférence en mai 2002; celle-ci a réuni 150 participants de 25 pays et plus de 300 Canadiens pour discuter des problèmes africains et de la façon dont le NPDA peut le mieux aider les pauvres. En 2002, le Canada a également fourni 500 000 \$ pour appuyer des initiatives africaines ayant pour objet de sensibiliser les populations du continent au NPDA et de les encourager à en discuter publiquement.

Au Sommet de Kananaskis, les dirigeants du G8 ont adopté le Plan d'action pour l'Afrique, qui :

- complète le NPDA en définissant de nouvelles relations entre le G8 et les pays africains qui ont manifestement emprunté la voie de la démocratie, de la bonne gestion publique et de la primauté du droit, qui investissent dans leur capital humain et qui adoptent des politiques favorisant la croissance économique et la réduction de la pauvreté;
- énonce plus de 100 engagements à l'appui du NPDA dans des secteurs clés où le G8 peut agir maintenant, sur une base collective ou individuelle. Ces secteurs comprennent la paix et la sécurité, la gestion publique, l'éducation, la santé, la croissance économique, l'allègement de la dette, l'agriculture et l'eau;

- prévoit pour l'Afrique — ou les pays africains qui mettent en œuvre le NPDA — plus de la moitié des engagements au titre de l'aide publique au développement (APD) du G8, annoncés lors de la Conférence de l'ONU sur le financement du développement, tenue à Mexico en mars 2002. Cette aide, chiffrée à 60 milliards de dollars sur 10 ans à partir de 2006, s'ajoute à l'APD des pays du G8, qui fournissent presque 75 p. 100 de l'APD mondiale dirigée vers l'Afrique.

Dans la foulée du Sommet de Kananaskis, le Canada a assuré la mise en place des mécanismes de suivi, en particulier la prolongation du mandat des représentants personnels des dirigeants du G8 pour l'Afrique, de manière qu'ils puissent efficacement mettre en œuvre le Plan d'action du G8 pour l'Afrique et poursuivre le dialogue avec les participants du NPDA. Les représentants personnels continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'au prochain sommet, qui aura lieu en juin 2003 à Évian, en France.

Pour plus de renseignements au sujet du Plan d'action pour l'Afrique, visitez le site Web www.g8.fr/evian/index.html et cliquez sur « Documents du G8 ».

En conformité avec la nouvelle façon d'aborder le développement que le NPDA définit pour l'Afrique, le Plan d'action du G8 pour l'Afrique :

- n'impose aucune condition, insistant plutôt sur les principes inscrits dans le NPDA;
- s'ajoute aux initiatives et engagements existants du G8, en ce qui concerne notamment l'éducation, la santé, l'accès numérique et l'allègement de la dette pour les pays pauvres très endettés, ainsi qu'à des engagements plus généraux comme les objectifs de développement du millénaire;
- vise à approfondir les partenariats avec l'Afrique et à intensifier les effets des programmes de développement en répondant plus directement aux priorités africaines, au lieu de se limiter à la mise en œuvre d'engagements précis.

La réaction du Canada au Plan d'action du G8 pour l'Afrique

Le Canada s'est engagé à porter son aide publique au développement (APD) de l'Afrique à 6 milliards de dollars (fonds existants et nouveaux) pour les cinq prochaines années. Dans le budget fédéral de février 2003, le gouvernement a augmenté l'aide internationale de 1,4 milliard de dollars au cours des trois prochaines années, de manière à atteindre son objectif de doubler son APD d'ici 2010. L'Afrique recevra au moins la moitié de l'augmentation à ce chapitre.

Le 27 juin 2002, dernier jour du Sommet de Kananaskis, le premier ministre Jean Chrétien a annoncé un ensemble important d'initiatives canadiennes à l'appui du Plan d'action pour l'Afrique, lesquelles doivent être financées par le Fonds canadien pour l'Afrique, qui s'élève à 500 millions de dollars.

Principaux éléments des initiatives canadiennes

Soutien de la croissance économique

- Le 1^{er} janvier 2003, les marchés canadiens se sont ouverts aux importations de produits africains par l'élimination des droits de douane et des quotas sur la plupart des importations provenant des 48 pays que les Nations unies considèrent comme les moins avancés, dont 34 (y compris le Mozambique) se trouvent en Afrique;
- grâce à la création d'un fonds d'investissement africain de 100 millions de dollars, le Canada encourage les investissements du secteur privé dans l'infrastructure (routes, adductions d'eau et construction de pipelines);
- affectation de 20 millions de dollars à trois programmes qui ont pour objet d'accroître la capacité commerciale africaine, en favorisant les exportations à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique et en renforçant le rôle des pays et des institutions du continent dans les négociations commerciales multilatérales;
- une mission commerciale en Afrique subsaharienne en 2002, pour favoriser les partenariats entre sociétés africaines et canadiennes;
- 35 millions de dollars à trois programmes qui vont aider à combler le fossé numérique, en appuyant la réalisation de projets africains qui étendent l'utilisation et l'exploitation des nouvelles technologies de l'information et des communications.

Renforcement des institutions et amélioration de la gestion publique

- Le Canada affectera 28 millions de dollars à l'accroissement des compétences au sein du secteur public dans les pays qui se sont engagés à améliorer la gouvernance, et en particulier la responsabilité financière et la politique économique;
- 9 millions de dollars à l'affermissement du rôle du système parlementaire dans les pays qui se sont engagés à réaliser des réformes politiques, au nombre desquelles la surveillance parlementaire et le renforcement de l'action des femmes au sein du gouvernement. Des parlementaires africains et canadiens doivent prendre part à ce processus;
- 6 millions de dollars à l'amélioration des administrations locales, en travaillant avec des partenaires africains à élaborer de nouveaux moyens de répondre aux besoins de base des collectivités, comme l'accès à l'eau, aux services d'assainissement et aux soins de santé;
- 3 millions de dollars pour continuer à appuyer les activités d'information du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) qui visent à sensibiliser les populations et à susciter en Afrique des débats publics sur cette initiative;
- 4 millions de dollars pour renforcer les mesures panafricaines de prévention et de règlement des conflits, en aidant la nouvelle Union africaine (qui a pris la suite de l'Organisation de l'unité africaine) à consolider les liens avec les organisations sous-régionales qui établissent et réalisent des programmes favorisant la paix et la sécurité;
- 15 millions de dollars au renforcement de la sécurité régionale pour des programmes ciblés ayant pour objet d'établir des collectivités plus sûres en Afrique occidentale.

Investissement dans le capital humain et l'avenir de l'Afrique

- Le Canada doublera les sommes qu'il investit dans l'éducation de base en Afrique, de manière qu'elles atteignent 100 millions de dollars par année d'ici 2005. Cette initiative sera financée par des ressources tant nouvelles qu'existantes qui s'ajouteront au Fonds canadien pour l'Afrique;
- 50 millions de dollars à la recherche d'un vaccin contre le VIH en Afrique et à d'autres travaux sur le VIH/sida réalisés en Afrique;

- 50 millions de dollars pour aider à supprimer la poliomyélite, en collaboration avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé, et lancera un défi aux responsables de l'Initiative mondiale d'éradication de la poliomyélite en vue de l'élimination de cette maladie d'ici 2005;
- par un investissement supplémentaire de 40 millions de dollars, le Canada doublera l'aide qu'il accorde à des recherches sur la productivité agricole qui sont directement liées à l'Afrique, par l'entremise du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, qui concentrera ses efforts sur les besoins des petits agriculteurs et des femmes productrices;
- 50 millions de dollars pour améliorer la gestion de l'eau ainsi que l'accès à l'eau et aux services d'assainissement, par l'entremise du Partenariat mondial pour l'eau;
- 10 millions de dollars pour aider à mettre sur pied, de concert avec la Banque africaine de développement, des projets d'infrastructure financièrement viables dans les domaines de l'eau et de l'énergie;
- jusqu'à 1,5 million de dollars en trois ans pour appuyer Olympic Aid, organisation dirigée par des athlètes qui favorise l'épanouissement de l'enfant en Afrique grâce à des programmes de sports et de jeux.

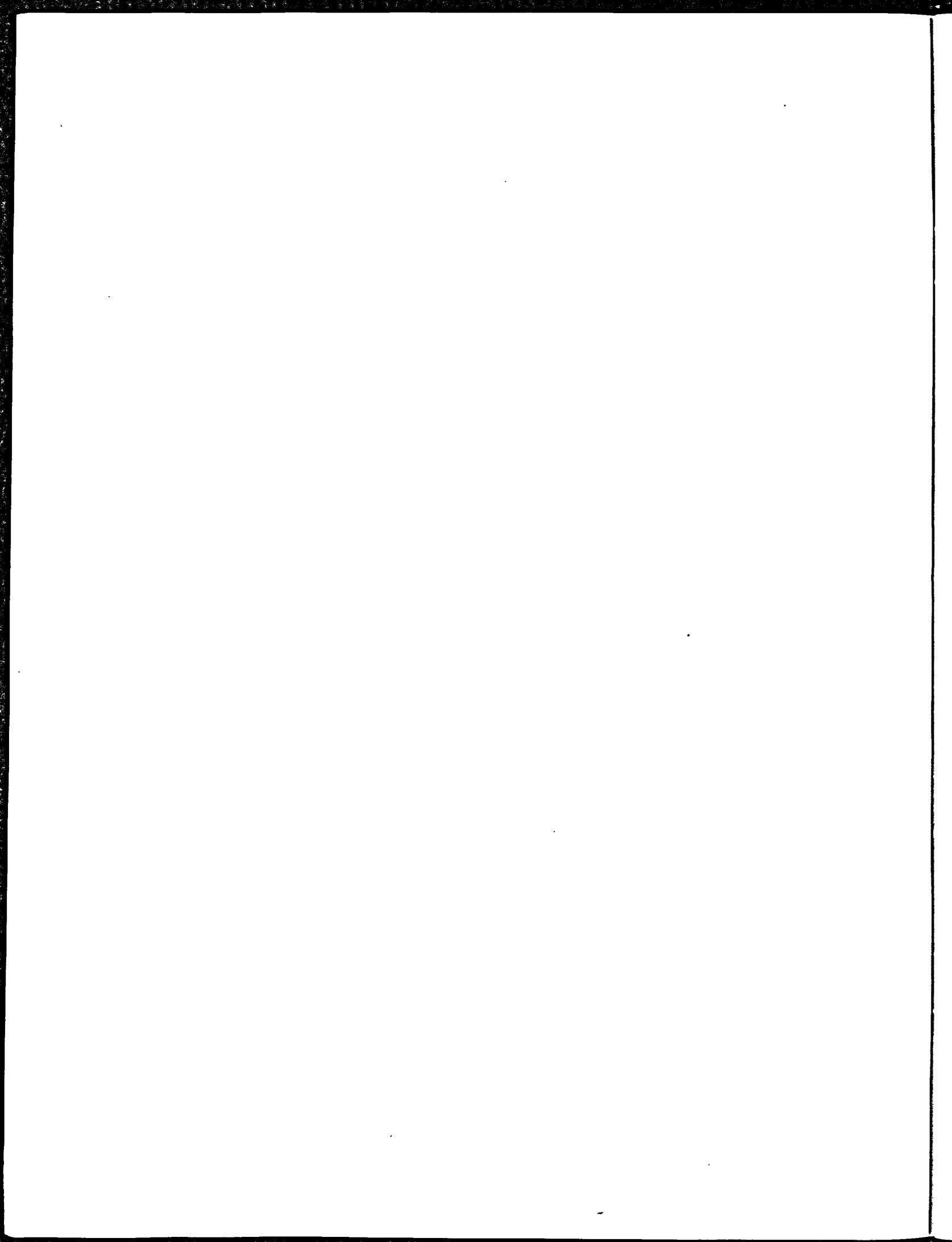
Le Canada est déterminé à augmenter et à délier son aide et à la rendre plus efficace. À cette fin, il compte :

- doubler l'aide publique au développement d'ici la fin de la décennie, grâce à des hausses annuelles de 8 p. 100, dont au moins la moitié sera consacrée à l'Afrique;
- honorer l'engagement qu'il a pris à l'Organisation de coopération et de développement économiques de délier l'aide aux pays les moins avancés. L'un des aspects de cet engagement qui présente un intérêt particulier pour l'Afrique consistera à lancer dans ces pays des appels d'offres pour certains projets de développement, ce qui permettra aux fournisseurs locaux de développer leurs compétences; et
- faire en sorte que les programmes de développement canadiens soient fondés sur les stratégies et les priorités issues des pays auxquels ils s'adressent, et veiller à ce que le soutien des partenaires internationaux soit bien concerté.

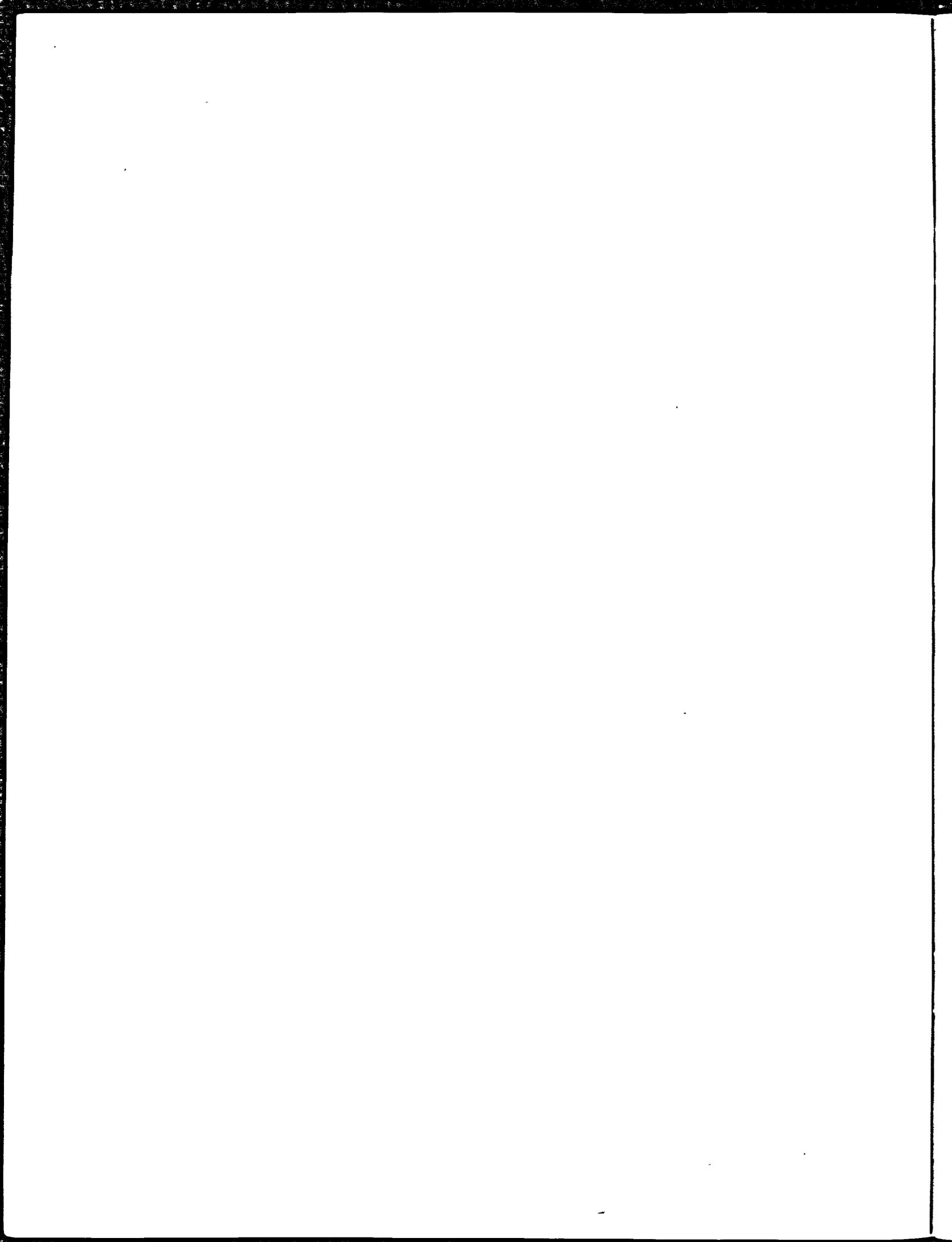
Le point sur les initiatives canadiennes

Le Canada a fait des progrès appréciables dans la mise en œuvre du Plan d'action du G8 pour l'Afrique. Certaines des mesures nationales annoncées à Kananaskis ont déjà été prises. En voici des exemples.

- Au 1^{er} janvier 2003, le Canada a supprimé presque toutes les barrières tarifaires pour les 48 pays les moins avancés du monde, dont 34 se trouvent en Afrique subsaharienne.
- En novembre 2002, le ministre du Commerce international du Canada a dirigé une mission commerciale qui s'est rendue au Nigéria, au Sénégal et en Afrique du Sud.
- En novembre 2002, la ministre de la Coopération internationale a annoncé l'affectation de 100 millions de dollars supplémentaires sur cinq ans pour améliorer l'éducation de base au Mozambique et en Tanzanie, ces pays ayant des plans d'éducation bien conçus.
- Dans le budget fédéral de février 2003, le gouvernement a prévu une somme supplémentaire de 75 millions de dollars pour soutenir l'initiative de la Banque mondiale visant à alléger la dette des pays pauvres très endettés.
- En décembre 2002, le Canada a versé un montant de 15 millions de dollars à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida.
- Le 3 mars 2003, le Centre parlementaire, qui a son siège à Ottawa, a tenu une réunion à Accra (Ghana) avec des parlementaires africains ainsi que des membres de comités nationaux anticorruption, de groupes féminins et d'organisations parlementaires régionales pour discuter du NPDA, du Plan d'action du G8 pour l'Afrique et de la question générale du développement de l'Afrique.
- Des représentants de la Commission économique pour l'Afrique visiteront le Canada au début de 2003 pour discuter de la création d'un centre africain des politiques commerciales.
- Toutes les initiatives canadiennes dans le cadre du Fonds canadien pour l'Afrique auront été mises en œuvre pour le mois de juin 2003.



Notices biographiques



Le président du Mozambique, M. Joaquim Alberto Chissano

M. Joaquim Alberto Chissano est né le 22 octobre 1939 et a fait ses études universitaires au Portugal et en France.

M. Chissano a joint les rangs du Mouvement de libération du Mozambique (FRELIMO) en 1962 et y a rempli plusieurs fonctions importantes. Il a été premier ministre dans le gouvernement de transition du Mozambique en 1974 et 1975, puis ministre des Affaires étrangères de 1975 à 1986.

M. Chissano a été désigné président du Mozambique en 1986 après le décès de son prédécesseur Samora Machel. En 1994, il a été élu député lors des premières élections démocratiques multipartites tenues dans le pays. Il a été réélu en 1999.

M. Chissano est marié et père de quatre enfants.

**Le ministre des Affaires étrangères et
de la Coopération,
M. Leonardo Santos Simão**

Né à Matsinhe le 6 juin 1953, M. Leonardo Santos Simão est diplômé en médecine de l'Université Eduardo Mondlane de Maputo depuis 1980. Après avoir terminé le programme de la maîtrise en santé publique de l'Université de Londres, il a obtenu un certificat en économie de la santé à l'Université de Boston.

Avant d'être nommé ministre de la Santé en 1988, M. Simão a été directeur de district sanitaire et directeur d'hôpital. En 1994, il a été élu à l'Assemblée de la République au cours des premières élections générales multipartites organisées au Mozambique. En 1995, il a été nommé président de la Commission nationale de déminage.

M. Simão est ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique depuis 1995.

M. Simão est marié et père de deux enfants.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Carlos Morgado

M. Carlos Morgado est né le 9 juillet 1946 dans la province mozambicaine de Tete. En 1970, il a obtenu un diplôme d'ingénieur en électrotechnique de l'Université Eduardo Mondlane de Maputo.

M. Morgado a travaillé pour Mozambique Airlines et il a également été président du conseil d'administration et représentant des compagnies aériennes africaines à la Société internationale de télécommunications aéronautiques.

Membre du FRELIMO (Front de libération du Mozambique), M. Morgado a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce en 2000.

M. Morgado est marié et père de six enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. L'année suivante, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien, Industrie et Commerce, Finances, Justice et Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis il a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle dont M. Chrétien est devenu le porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la société Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de 2000, il a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew

M. Pierre Pettigrew est né à Québec le 18 avril 1951. Il a obtenu un baccalauréat en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1972 et une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Oxford en 1976.

De 1976 à 1978, M. Pettigrew a été directeur du Comité politique de l'Assemblée de l'OTAN à Bruxelles. Il a été adjoint exécutif du chef du Parti libéral du Québec de 1978 à 1981, puis conseiller en politique étrangère du premier ministre du Canada de 1981 à 1984.

M. Pettigrew a été de 1985 à 1995 vice-président chez Samson Bélair/Deloitte & Touche International à Montréal, où il a réalisé des études économiques concernant les effets de la mondialisation sur divers secteurs industriels. En 1994, il a coprésidé le premier Forum national sur les relations internationales du Canada.

Député libéral de la circonscription québécoise de Papineau-Saint-Denis, M. Pettigrew a été nommé en 1996 ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie. Il a par la suite été nommé ministre du Développement des ressources humaines.

M. Pettigrew est devenu ministre du Commerce international en 1999.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Bill Graham

M. Bill Graham est né le 17 mars 1939 à Montréal. Il a obtenu un diplôme en droit de l'Université de Toronto et un doctorat en droit de l'Université de Paris.

M. Graham a été associé d'un cabinet d'avocats de Toronto. Il a également été directeur du Centre des études internationales de l'Université de Toronto. Il a enseigné à l'Université de Toronto, à l'Université de Montréal et à l'Université McGill.

M. Graham a aussi été vice-président de l'Association parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et président du Forum interparlementaire des Amériques. Il a en outre travaillé avec la PD Burma, une organisation internationale de législateurs s'intéressant à l'évolution de la démocratie en Birmanie. Il est aussi membre du Conseil interparlementaire contre l'antisémitisme.

M. Graham a été élu à la Chambre des communes pour la première fois en 1993, comme député de Toronto-Centre-Rosedale, puis a été réélu en 1997 et 2000.

M. Graham a été nommé ministre des Affaires étrangères le 16 janvier 2002.

M. Graham et sa femme, Catherine, ont deux enfants.

La ministre de la Coopération internationale, M^{me} Susan Whelan

M^{me} Susan Whelan est née le 5 mai 1963 à Windsor (Ontario). Elle a reçu un diplôme en droit de l'Université de Windsor et un doctorat en droit de l'Université de Detroit.

Avocate, M^{me} Whelan a été membre du comité de la Fondation du Metropolitan Hospital à Windsor. Elle a également été directrice de l'Office de la protection de la nature de la région d'Essex et de la Société Alzheimer de Windsor et du comté d'Essex.

M^{me} Whelan a été élue à la Chambre des communes pour la première fois en 1993, puis réélue deux fois, à titre de députée libérale du comté d'Essex, en Ontario.

M^{me} Whelan a occupé le poste de secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national de 1993 à 1996 et de vice-présidente du Comité permanent des finances en 1996 et 1997.

M^{me} Whelan a été nommée ministre de la Coopération internationale le 15 janvier 2002.

Notes

doc
CA1
EA
2003V31
EXF

.b 3701360 (E)
.b 3701372 (F)



Visit to Canada
by
Joaquim Alberto Chissano
President of Mozambique

March 17–20, 2003

Background Information

Canada

1.3 87025 ce/b3761360

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Canada-Mozambique Relations 7
- Mozambique (fact sheet) 10

Canada and Africa

- NEPAD and the G8 Africa Action Plan 13
- Canada responds to the G8 Africa Action Plan 16

Biographies

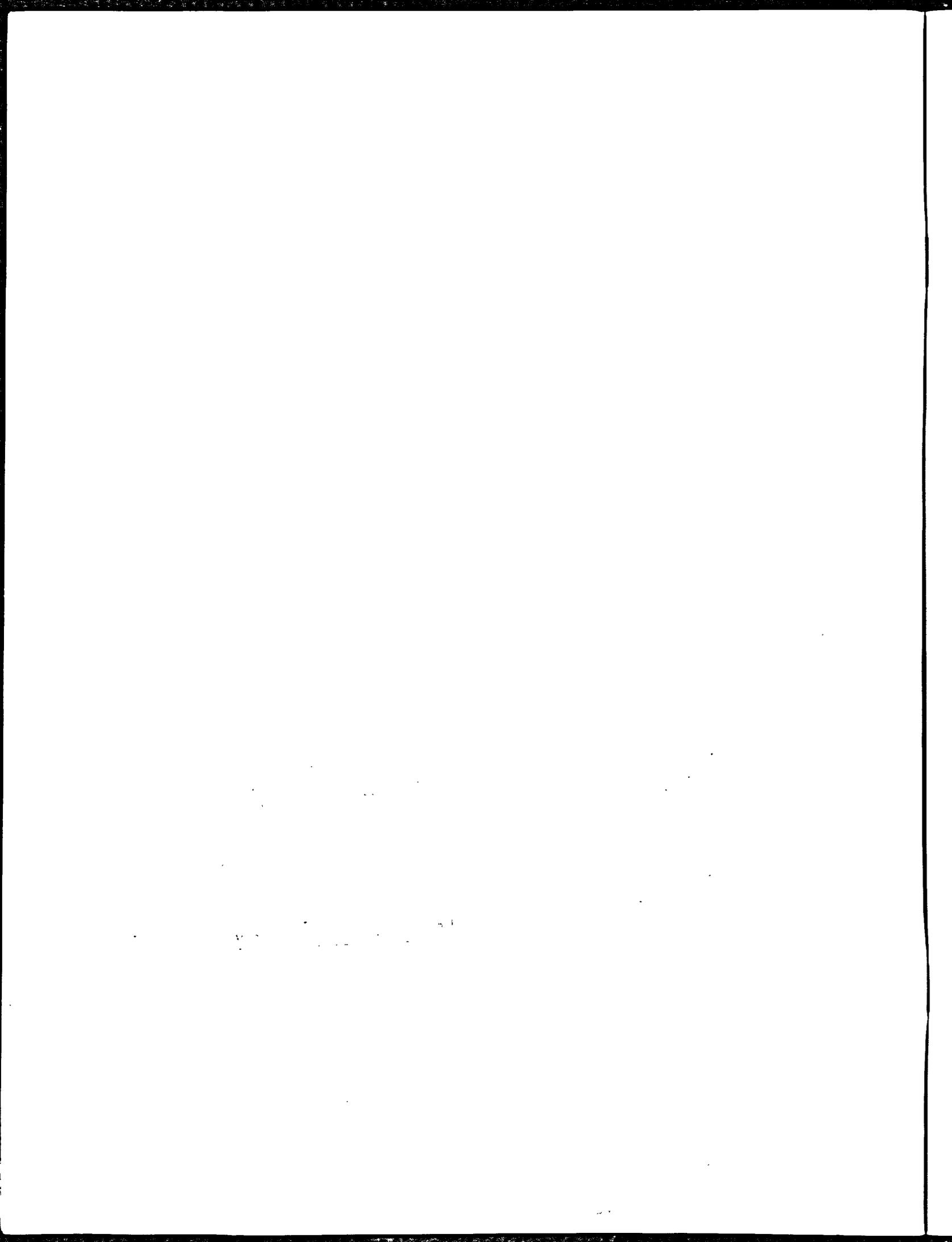
- Joaquim Alberto Chissano, President of Mozambique 23
- Leonardo Santos Simão, Minister of Foreign Affairs and Co-operation 24
- Carlos Morgado, Minister of Industry and Trade 25
- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 26
- Pierre Pettigrew, Minister for International Trade 27
- Bill Graham, Minister of Foreign Affairs 28
- Susan Whelan, Minister for International Cooperation 29

16387025 c e j b 3701360
 16387026 c f j b 3701372

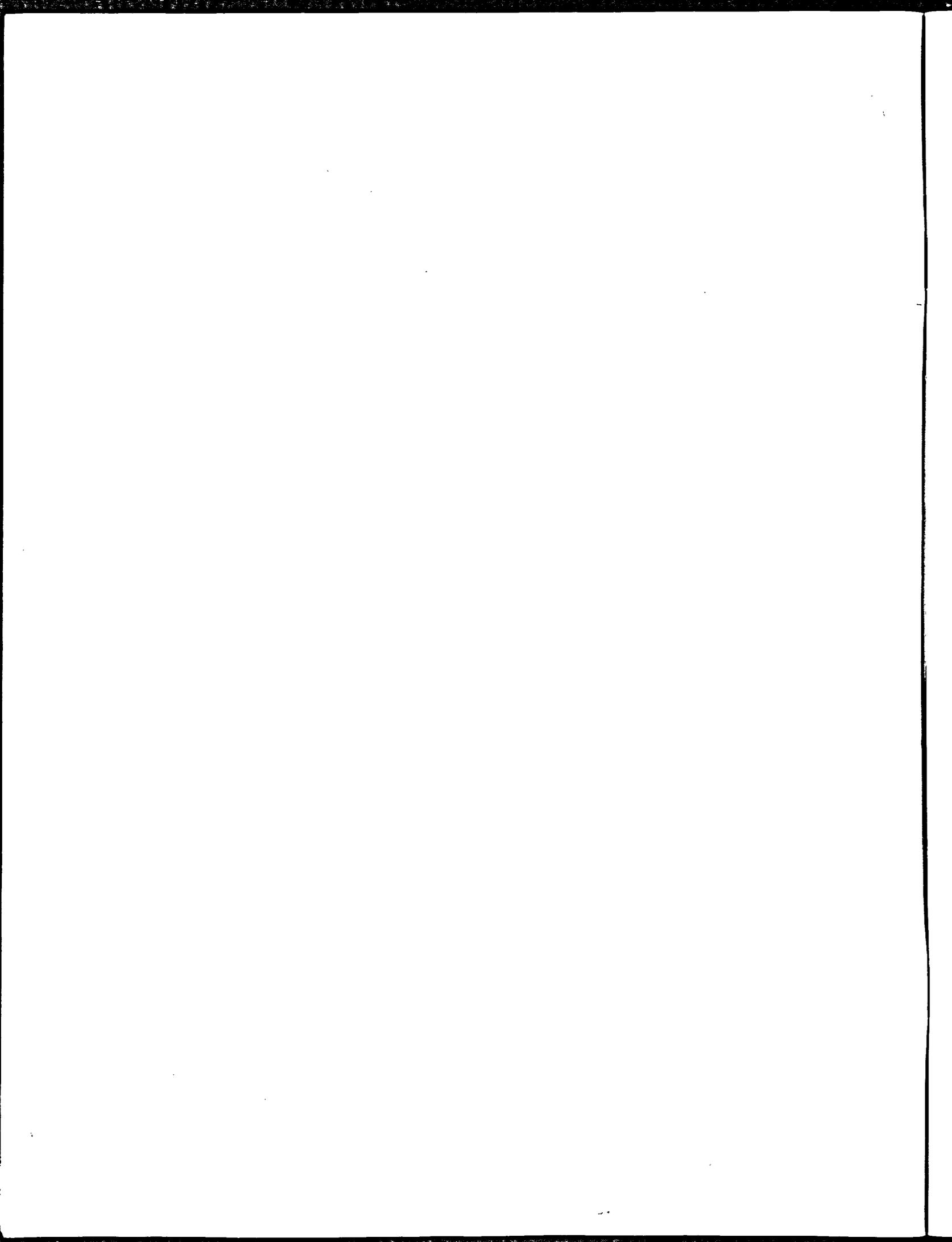
Dept. of Foreign Affairs
 Min. des Affaires étrangères

JUL 6 2004

Return to Departmental Library
 Retourner à la bibliothèque du Ministère



General Information



Canada–Mozambique Relations

- Canada established diplomatic relations with Mozambique after its independence in 1975. Both countries are members of the Commonwealth.
- Mozambique is a member of the Implementation Committee for the New Partnership for Africa's Development (NEPAD), an African-initiated program of action to further develop the continent. The relationship between Canada and Mozambique grew closer during 2002 when Canada chaired the G8 and that organization developed the Africa Action Plan to support NEPAD.
- Mozambique is an increasingly important partner for Canada. Consistent with the Canadian International Development Agency's policy on strengthening the effectiveness of aid, in December 2002, Mozambique was selected as a country of focus for Canadian development assistance programming. This means that Canada will increase its aid investment in a number of sectors that support Mozambique's national plan for poverty reduction. For instance, in 2002 Canada committed an additional \$50 million over five years for education programming in Mozambique.
- Canada is working closely with the Government of Mozambique to eliminate the threat posed by over a million anti-personnel landmines buried there — a legacy of its 17-year civil war. The two countries continue to co-operate on implementing the 1997 Ottawa Convention, an agreement that banned landmines and required the destruction of existing ones. Canada has provided about \$10 million for activities ranging from surveys and mine clearance to victim assistance and education programs dealing with mine risks. Mozambique has been a leader in the campaign to ban anti-personnel mines, hosting in Maputo in May 1999, the first meeting of parties to the 1997 Ottawa agreement. On Feb. 28, 2003, Canada assisted Mozambique in destroying its final stockpile of landmines, allowing it to meet its four-year stockpile destruction deadline under the agreement.
- Canada strongly supports debt relief for many poor nations in Africa and in 1999 helped design improvements to the World Bank's initiative to provide faster, broader, and deeper debt relief for nations it terms Heavily Indebted Poor Countries (HIPC). Although Mozambique has no debts owing to Canada, it has benefited from HIPC initiatives, receiving debt relief in 1999 and 2001. Total debt relief for Mozambique amounts to about \$4.3 billion US, reducing its debt burden by over 73 per cent.

- Following major floods in Mozambique in 2000 and 2001, Canada contributed about \$15 million in emergency humanitarian aid.

Trade and investment

- Canadian companies are exploring opportunities in Mozambique, mainly through International Financial Institution-funded projects, in areas such as railways, education, roads, transportation, and forestry.
- Canadian companies are also exploring joint ventures in Mozambique with other international partners, particularly South Africa. In July 2001, SNC-Lavalin, in a joint venture with Johannesburg-based Engineering Management Services, was awarded a contract to expand the recently completed Mozal aluminium smelter near Maputo. SNC-Lavalin was also part of the first phase of the Mozal project. When launched in 1998, Mozal I was the largest single project investment ever made in Mozambique. Export Development Canada provided long-term financing of \$25 million US for Mozal I and \$30 million US for Mozal II.
- Canada's merchandise exports to Mozambique amounted to \$13.5 million in 2002, consisting mostly of wheat, meslin, used clothing, aluminum, books, and brochures. Imports from Mozambique, amounting to \$200,000 in 2002, were mainly fruits, nuts and vegetables.
- On Jan. 1, 2003, Canada eliminated tariffs and quotas on imports from 48 nations termed by the United Nations as Least Developed Countries, including Mozambique.

Development assistance

- In recent years, Mozambique has made significant progress in restoring peace, introducing a multi-party political system, and adopting market-based economic policies. The country still faces severe development challenges, however. These include the need to reduce widespread poverty, promote socio-economic stability, enhance gender equality, and reduce the high incidence of HIV/AIDS. Regular drought and flooding in Mozambique also pose special challenges.
- Canada's development assistance to Mozambique, which totalled about \$27.4 million in 2001-02, supports the country's poverty reduction strategy. Programming focuses on education, water and sanitation, micro-finance, landmines and HIV/AIDS. Humanitarian assistance and food aid is another significant component of the Canadian program. This

fluctuates considerably depending on flooding or drought. The country's education sector, which receives about \$17 million a year, is currently the primary focus of Canada's long-term development assistance.

MOZAMBIQUE

Capital: Maputo

GEODATA

Area

801,590 km²

Major languages

Portuguese (official), indigenous dialects

Major religious groups

Indigenous beliefs (50%),
Christian (30%), Muslim (20%)

Surrounding countries

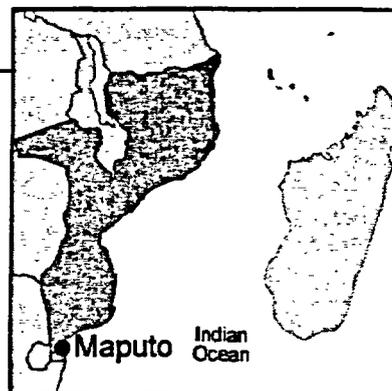
Malawi, South Africa, Swaziland, Tanzania, Zambia, Zimbabwe

Population

18 million (2002)

Population growth rate

1.8% (estimated average 2000-05)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Assembly of the Republic;
multiparty

Leaders

President Joachim Alberto Chissano

Prime Minister Pascoal Mocumbi

Minister of Foreign Affairs and Co-operation

Leonardo Santos Simão

Minister of Industry and Trade

Carlos Morgado

UN Human Development Index (2002)

Mozambique ranks 170th among 173 countries

Canadian international development assistance

\$27.4 million (2001-02)

ECONOMIC DATA

GDP

\$2.8 billion US (2002)

GDP growth rate

12.2% (2002)

GDP per capita

\$156 US (2002)

Main exports

Aluminum, prawns, cotton, cashews, timber

Main imports

Machinery, vehicles and spare parts, fuel

Main exports to Canada

\$200,000 (2002), including fruits, nuts and vegetables

Main imports from Canada

\$13.5 million (2002), including wheat, meslin, used clothing, aluminum, books, brochures

Inflation rate

9.5% (2002)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

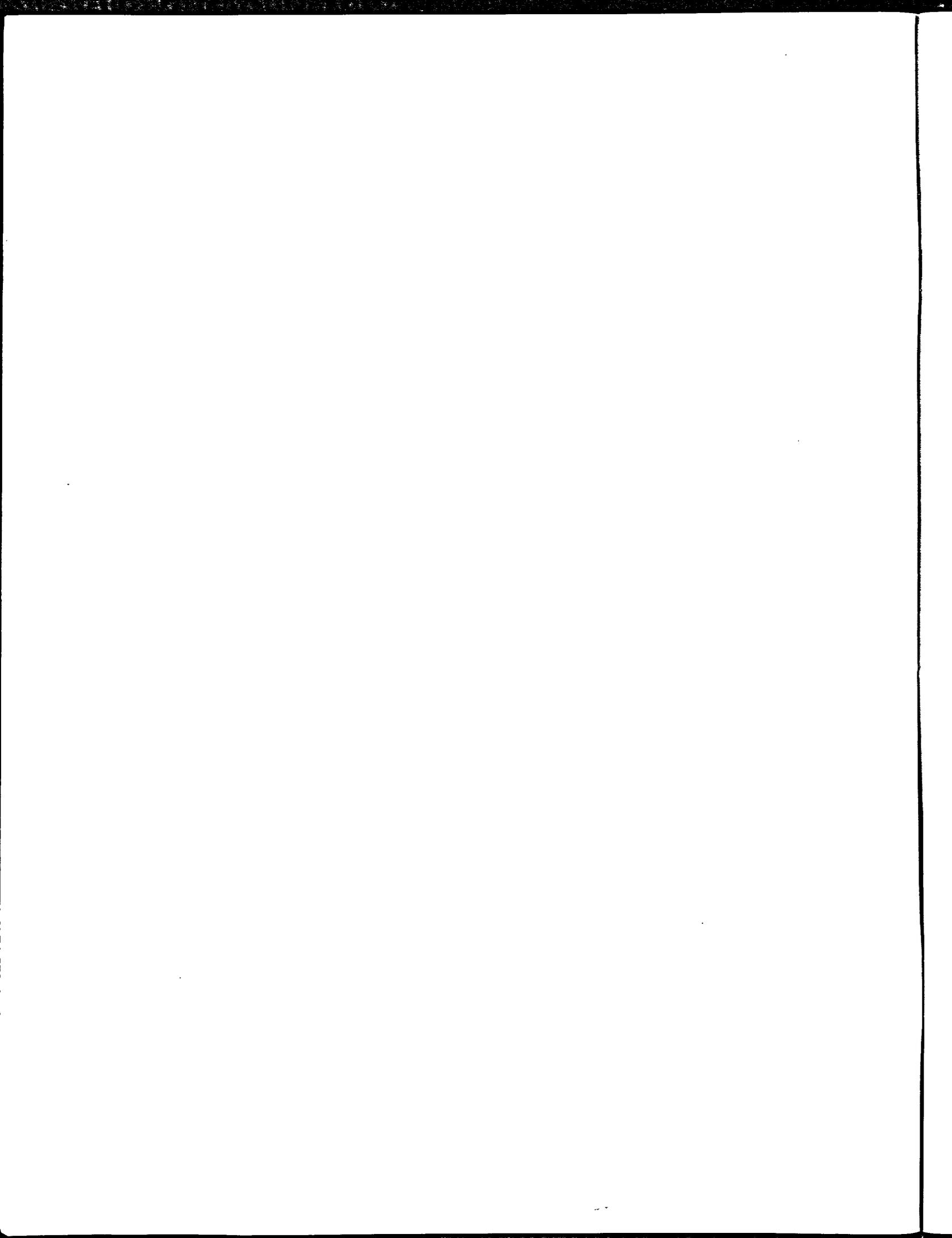
Office of the Canadian High Commission, Avenida Julius Nyerere, No. 1128 (P.O. Box 1578) Maputo, Mozambique

Phone: (011-258-1) 492-623/4, Fax: (011-258-1) 492-184

High Commissioner: John Schram (resident in Harare, Zimbabwe); Counsellor (Development): Laurent Charette

March 2003

Canada and Africa



NEPAD and the G8 Africa Action Plan

New Partnership for Africa's Development

Africa is the only continent where poverty is on the rise. Life expectancy there is 47 years and declining. (In Canada, life expectancy is 79 years.) Of the 40 million people living with HIV/AIDS worldwide, more than two-thirds live in sub-Saharan Africa, where there are also 12.1 million AIDS orphans. The continent accounts for 10 per cent of the world's population but only 1.5 per cent of global trade.

To combat this trend effectively, African leaders developed the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) a comprehensive and integrated development plan that addresses key social, economic and political priorities. Its principal goals are to promote accelerated growth and sustainable development, to eradicate widespread and severe poverty, and to halt the marginalization of Africa in the globalization process.

NEPAD was endorsed by the 53 members of the Organization of African Unity in 2001. It is the first comprehensive development program for Africa's development to originate in Africa and to be formally supported throughout the continent. NEPAD has also enjoyed strong support internationally. UN General Assembly Resolution 57/2, adopted on Sept. 16, 2002, makes NEPAD the basis for UN support in Africa. As well, G8 leaders adopted the Africa Action Plan, supporting NEPAD, at the Kananaskis G8 Summit in June 2002.

A commitment by African leaders to their citizens, NEPAD also calls for a new global partnership, based on shared responsibility and mutual interest. The initiative

- encourages global partnerships with African countries that demonstrate a commitment to good governance and to their economic, social development and poverty reduction strategies;
- seeks to create, with the help of development partners, the conditions necessary to secure further public and private sector investment and to optimize economic growth;
- encourages better co-ordination among donor countries, with a greater focus on technical assistance, debt relief, and market access; and
- establishes an independent and voluntary African peer-review mechanism that will give countries feedback on political, economic, and corporate governance.

Further information about NEPAD is available on the Web at www.nepad.org.

G8 Africa Action Plan

After African leaders presented NEPAD, then called the New Africa Initiative, to the G8 Genoa Summit in 2001, G8 leaders appointed personal representatives to work with African leaders in developing a G8 response to their initiative.

As chair of the G8 in 2002, Canada spearheaded the development of the response — G8 Africa Action Plan. Prime Minister Jean Chrétien visited six African countries in April 2002 to consult with political leaders and government officials, non-governmental organizations, the private sector and regular citizens in preparation for the 2002 summit. He also consulted African leaders on other occasions throughout the year. In addition, the G8 leaders' personal representatives for Africa met with their African counterparts on five occasions.

As well, the Canadian International Development Agency organized consultations on NEPAD, including a conference in May 2002. That conference brought together 150 participants from 25 countries and over 300 Canadians to discuss African challenges and how NEPAD could best help the poor. In 2002, Canada also provided \$500,000 to support African-driven initiatives that promote awareness and public discourse in Africa on NEPAD.

At the Kananaskis Summit, leaders adopted the G8 Africa Action Plan, which

- complements NEPAD in defining a new relationship between the G8 and those African nations that demonstrate a commitment to democracy, good governance, and the rule of law; that invest in their people; and that pursue policies that spur economic growth and alleviate poverty;
- sets out more than 100 commitments in support of NEPAD in key areas in which the G8, collectively and individually, can add particular value at this time, including peace and security, governance, education, health, economic growth, debt reduction, agriculture and water;
- directs — to Africa or African countries that implement NEPAD — half or more of the G8 official development assistance commitments announced at the UN International Conference on Financing for Development in Monterrey, Mexico, in March 2002. This amount, \$60 billion over 10 years beginning in 2006, is in addition to existing ODA programs of the G8, which account for almost three-quarters of aid to Africa.

Following the Kananaskis G8 Summit, Canada ensured follow-up arrangements were in place, including extending the mandate of the G8 leaders' personal representatives for Africa to ensure that the G8 Africa Action Plan is implemented

effectively and to maintain dialogue with NEPAD partners. The personal representatives will continue in their role until the next G8 summit, which will be held in Évian, France, in June 2003.

Further information about the Africa Action Plan is available on the Web at www.g8.fr/evian/english/navigation/g8_documents/archives_from_previous_summits/kananaskis_summit_-_2002/g8_africa_action_plan.html

In keeping with NEPAD's new way of approaching development in Africa, the G8 Africa Action Plan

- imposes no conditions, promoting NEPAD principles instead;
- complements existing G8 commitments and initiatives, including those on education, health, digital access, and debt relief for heavily indebted poor countries, as well as broader commitments to Millennium Development Goals; and
- seeks to deepen African partnerships and increase the impact of development initiatives by responding more directly to African priorities, rather than simply implementing specific commitments.

Canada responds to the G8 Africa Action Plan

Canada has committed \$6 billion over the next five years in new and existing official development assistance (ODA) for Africa. In the February 2003 federal budget, the government increased international assistance by \$1.4 billion over the next three years, in keeping with its objective of doubling the overall assistance budget by 2010. At least half of the increase will go to Africa.

On June 27, 2002, the last day of the Kananaskis G8 Summit, Prime Minister Jean Chrétien announced a major package of Canadian initiatives in support of the Africa Action Plan. These are to be financed through the \$500 million Canada Fund for Africa.

Canada's initiatives

Highlights of Canada's initiatives include

Fostering economic growth

- on Jan. 1, 2003, opening Canada's markets to African imports by eliminating tariffs and quotas on most imports from the 48 nations that the United Nations has termed Least Developed Countries, of which 34 (including Mozambique) are in Africa;
- encouraging private sector investment by creating a \$100 million African investment fund that will leverage private sector resources for investment projects, including infrastructure such as roads, water supply, and pipeline construction;
- committing \$20 million for three initiatives to increase Africa's trade capacity by promoting exports within and outside Africa and strengthening the role of African countries and institutions in multilateral trade negotiations;
- leading a trade mission to sub-Saharan Africa during 2002 to foster partnerships between African and Canadian companies;
- committing \$35 million for three initiatives to help bridge the digital divide by supporting African initiatives that expand the use and benefits of new information and communications technologies;

Strengthening institutions and governance

- committing \$28 million to develop skills and expertise in the public sector in countries committed to improving governance, including financial accountability and economic policy;
- committing \$9 million to strengthen the role of the parliamentary system in countries committed to political reform, including parliamentary oversight and reinforcing the role of women in government — to be complemented by the participation of African and Canadian parliamentarians;
- committing \$6 million to help improve local governance by working with African partners to develop new approaches to providing basic community needs, such as access to water, sanitation and health;
- committing \$3 million to continue supporting NEPAD outreach activities that promote awareness and public discourse in Africa on the partnership;
- committing \$4 million to reinforce Pan-African conflict prevention and resolution by helping the new African Union (formerly the Organization for African Unity) to strengthen links with sub-regional organizations that develop and implement peace and security programs;
- committing \$15 million to strengthen regional security through targeted efforts in West Africa to help build safer communities;

Investing in the people and future of Africa

- doubling Canada's investment in basic education in Africa to \$100 million a year by 2005. This initiative will be financed through new and existing resources that are additional to the Canada Fund for Africa;
- committing \$50 million to help develop an HIV vaccine for Africa and for other Africa-based HIV/AIDS health research;
- committing \$50 million to help eradicate polio by collaborating with UNICEF and the World Health Organization and by challenging the Global Polio Eradication Initiative to eliminate the disease by 2005;
- doubling Canada's support by investing an additional \$40 million for Africa-specific research on agricultural productivity through the Consultative Group on International Agricultural Research, which will concentrate on the needs of small-scale farmers and women producers;

- committing \$50 million to improve water management and access to water and sanitation through the Global Water Partnership;
- committing \$10 million to help develop, along with the African Development Bank, financially viable water and energy infrastructure projects; and
- committing up to \$1.5 million over three years to support work with Olympic Aid, an athlete-driven organization that promotes healthy child development in Africa through sport and play programs.

Canada is committed to increasing, untying and improving the effectiveness of its aid. This includes

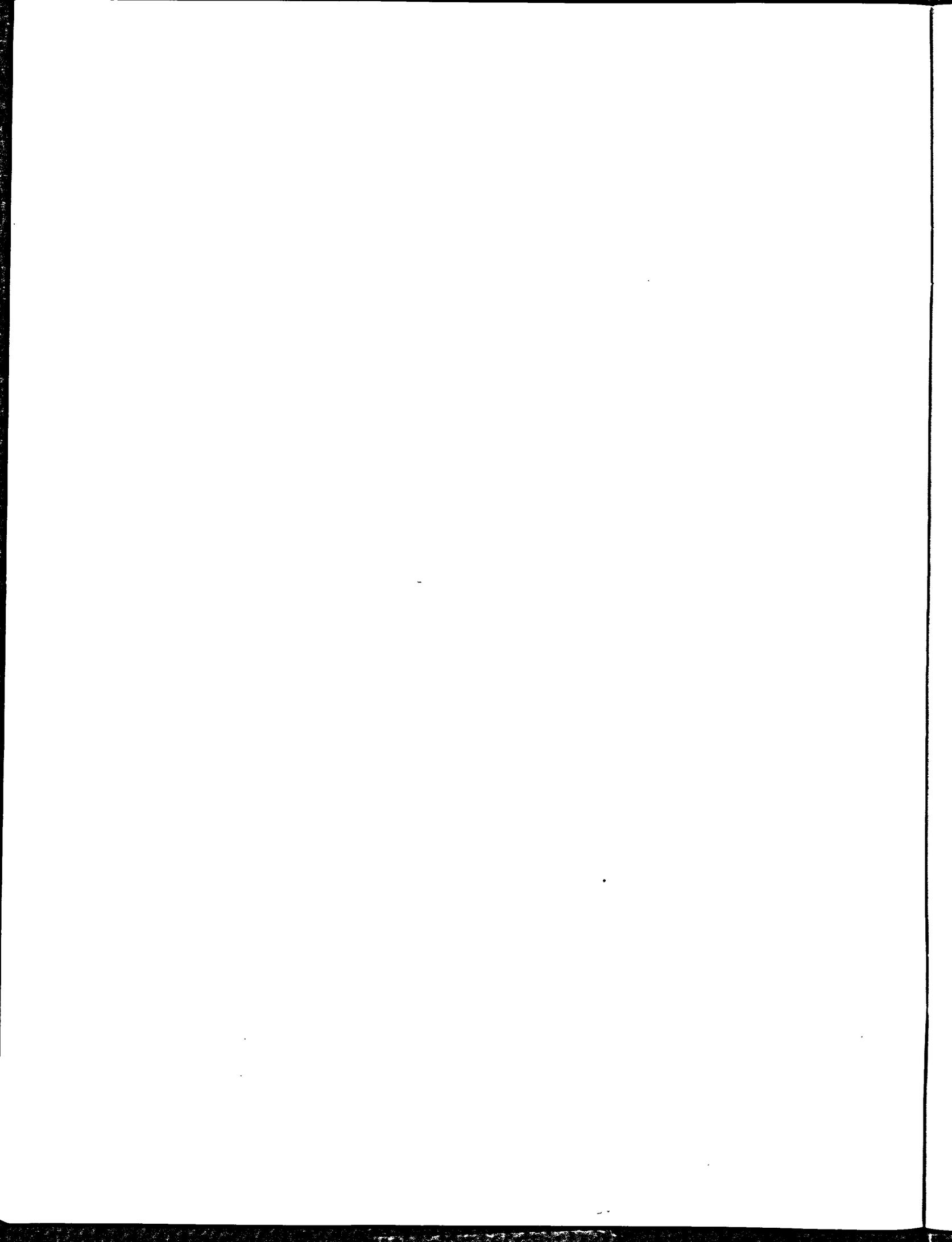
- doubling official development assistance by the end of the decade through yearly eight per cent increases, at least half of which will be earmarked for Africa;
- meeting Canada's international commitments at the Organisation for Economic Co-operation and Development to untie aid to least developed countries. Of particular relevance to Africa is Canada's intention to open certain development projects in these countries to competitive bidding — giving local suppliers an opportunity to develop expertise; and
- ensuring that the country meant to benefit from a Canadian development program is the driving force behind the program's strategies and priorities; and ensuring that program support from international partners is well co-ordinated.

Update on Canada's initiatives

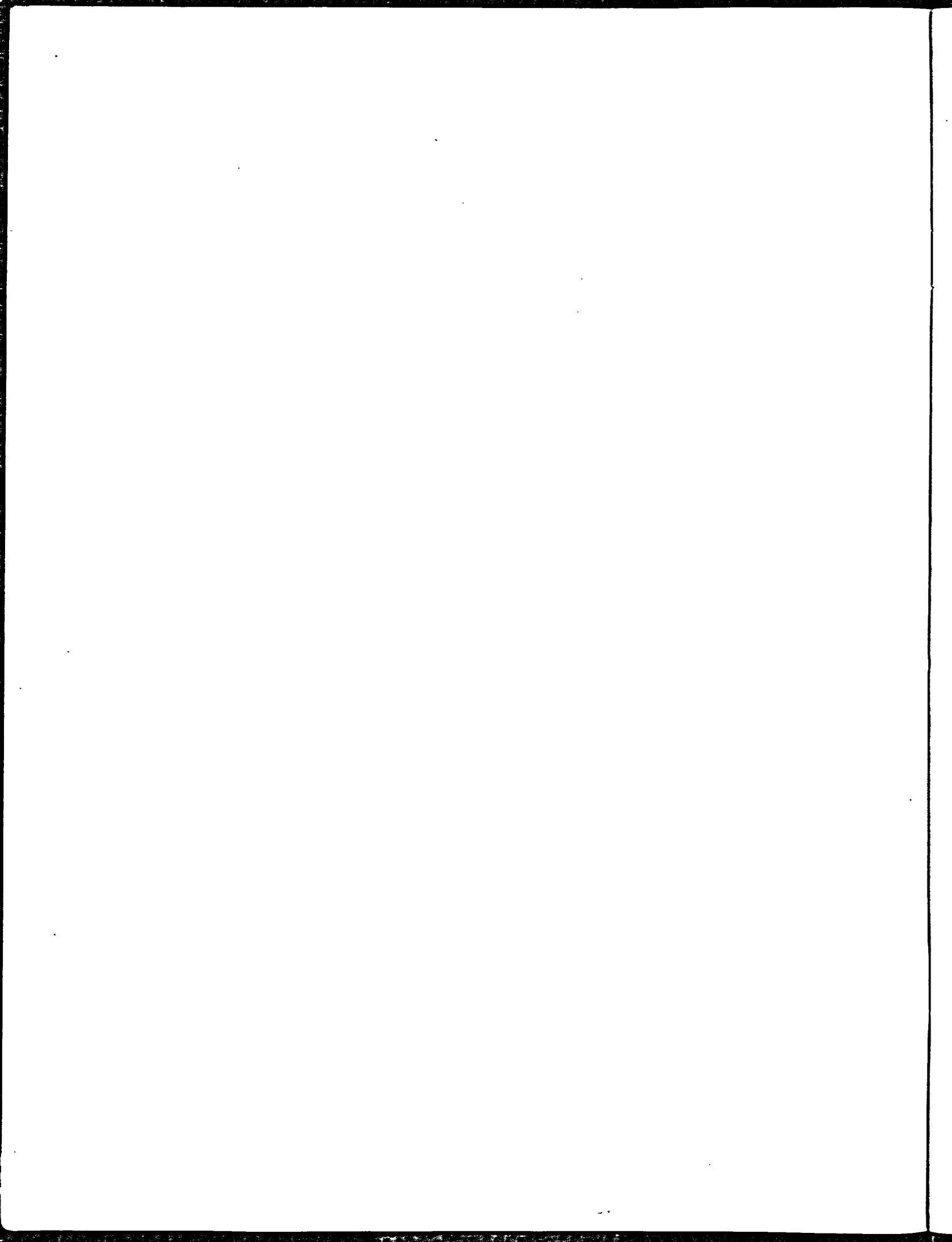
Canada is well on the way to implementing the G8 Africa Action Plan. Some of the national initiatives announced at Kananaskis in support of the plan are already in place. The following are examples.

- As of Jan. 1, 2003, Canada dropped almost all tariff barriers for the world's 48 least developed countries, 34 of which are in sub-Saharan Africa.
- In November 2002, Canada's Minister of International Trade led a trade mission to Nigeria, Senegal and South Africa.
- In November 2002, the Minister for International Cooperation announced an additional \$100 million over the next five years toward improving basic education in Mozambique and Tanzania, countries with well-developed education plans.

- In the February 2003 federal budget, the government committed \$75 million to further support the World Bank's debt relief initiative for heavily indebted poor countries.
- In December 2002, Canada disbursed \$15 million to the International AIDS Vaccine Initiative.
- On March 3, 2003, the Ottawa-based Parliamentary Centre met in Accra, Ghana, with African parliamentarians, members of national anti-corruption committees, women's groups and regional parliamentary bodies for further discussions on NEPAD, the G8 Africa Action Plan and African development in general.
- Representatives from the Economic Commission for Africa will be in Canada early in 2003 to discuss creating an African trade policy centre.
- All initiatives of the Canada Fund for Africa will be active by June 2003.



Biographies



Joaquim Alberto Chissano

President of Mozambique

Joaquim Alberto Chissano was born on Oct. 22, 1939. He attended university in Portugal and France.

Mr. Chissano joined Frelimo, the Liberation Front of Mozambique, in 1962 and held several senior positions. He was Prime Minister in Mozambique's transitional government from 1974 to 1975 and Minister of Foreign Affairs from 1975 to 1986.

Mr. Chissano was chosen to become President of Mozambique in 1986 after the death of his predecessor, Samora Machel. In 1994, he was elected in the country's first multi-party democratic elections and was re-elected in 1999.

Mr. Chissano is married and has four children.

Leonardo Santos Simão

Minister of Foreign Affairs and Co-operation

Born in Matsinhe, on June 6, 1953, Leonardo Simão graduated in 1980 with a degree in medicine from Eduardo Mondlane University in Maputo. He completed a master's degree in public health at the University of London and received a certificate in health economics from Boston University.

Mr. Simão was a district health director and hospital director before being appointed Minister of Health in 1988. In 1994, he was elected to the Assembly of the Republic in the country's first multi-party general elections. In 1995, he was appointed chairman of the National Mine Clearance Commission.

Mr. Simão has been Minister of Foreign Affairs and Co-operation since 1995.

Mr. Simão is married and has two children.

Carlos Morgado

Minister of Industry and Trade

Carlos Morgado was born on July 9, 1946, in the province of Tete. In 1970, he graduated with a degree in electrical engineering from Eduardo Mondlane University in Maputo.

A former employee of Mozambican Airlines, Mr. Morgado also chaired the International Service for Aeronautical Telecommunications, where he served as African Airlines representative.

A member of Frelimo, the Liberation Front of Mozambique, Mr. Morgado was named Minister of Industry and Trade in 2000.

Mr. Morgado is married and has six children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. The following year, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

Pierre Pettigrew

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew was born in Quebec City on April 18, 1951. He received a bachelor's degree in philosophy from the Trois-Rivières campus of the University of Quebec in 1972 and a master's degree in international relations from Oxford University in 1976.

Mr. Pettigrew served as director of the NATO Assembly's Political Committee in Brussels from 1976 to 1978. He was executive assistant to the Leader of the Quebec Liberal Party from 1978 to 1981 and was foreign policy adviser to the Prime Minister from 1981 to 1984.

Mr. Pettigrew was a vice-president of Samson Belair Deloitte and Touche International, Montreal, from 1985 to 1995, where he conducted economic studies on the impact of globalization on various industrial sectors. In 1994, he co-chaired the First National Forum on Canada's International Relations.

The Liberal member of Parliament for the Quebec riding of Papineau-Saint-Denis, Mr. Pettigrew was appointed Minister for International Cooperation and Minister responsible for Francophonie in 1996. He then served as Minister of Human Resources Development.

Mr. Pettigrew was appointed Minister for International Trade in 1999.

Bill Graham

Minister of Foreign Affairs

Bill Graham was born March 17, 1939, in Montreal. He received a law degree from the University of Toronto and a doctorate in law from the University of Paris.

Mr. Graham has been a partner in a Toronto law firm and director of the Centre of International Studies at the University of Toronto. He has also taught at the universities of Toronto and Montreal and at McGill University.

A former vice-president of the Parliamentary Association of the Organization for Security and Cooperation in Europe and chair of the Inter-Parliamentary Forum of the Americas, Mr. Graham has worked with PD Burma, an organization of legislators around the world concerned about democracy in Burma. He is a member of the Inter-Parliamentary Council Against Anti-Semitism.

First elected to the House of Commons in 1993 as the Liberal member for Toronto Centre-Rosedale, Mr. Graham was re-elected in 1997 and 2000.

Mr. Graham became Minister of Foreign Affairs on Jan. 16, 2002.

Mr. Graham and his wife, Catherine, have two children.

Susan Whelan

Minister for International Cooperation

Susan Whelan was born May 5, 1963, in Windsor, Ontario. She received a bachelor of laws degree from the University of Windsor and a doctorate in jurisprudence from Detroit University.

A lawyer, Ms. Whelan is a former member of the Metropolitan Hospital Foundation Committee and has been active with the Essex Region Conservation Foundation and the Windsor–Essex Alzheimer Society.

Ms. Whelan was first elected to the House of Commons in 1993 as the Liberal member for the Ontario riding of Essex. She was re-elected twice.

Parliamentary secretary to the Minister of National Revenue from 1993 to 1996, Ms. Whelan was vice-chair of the House standing committee on finance from 1996 to 1997.

Ms. Whelan was appointed Minister for International Cooperation on Jan. 15, 2002.

Notes

00

00